



Action sociale interministérielle : le grand sabordage budgétaire

Le couperet est tombé. Sous couvert d'économies budgétaires, le gouvernement inflige une **cure d'austérité brutale à l'action sociale interministérielle (ASI)**.

En 2026, **19,5 millions d'euros disparaissent au niveau national**, soit **près de 18 % du budget** consacré à ces dispositifs essentiels de solidarité.

Pour **l'UNSA ITEFA**, le message de l'État employeur est clair : **les économies se font sur le dos des agents, et d'abord des plus modestes**.

Alors que le pouvoir d'achat des fonctionnaires est déjà fragilisé par une inflation persistante, la réduction de l'action sociale **affaiblit l'un des derniers leviers de soutien aux agents publics**.

I – Un coup de massue sur les budgets et les agents

Les arbitrages budgétaires sont sans précédent :

- 18 % du budget global de l'ASI
- 60 % pour les budgets des SRIAS, qui financent l'action sociale de proximité
- Plus de 500 000 agents concernés
- Aucune revalorisation des prestations, malgré l'inflation

Moins d'aides, pour plus d'agents en difficulté, le constat est brutal !

II – Petite enfance : les familles modestes sacrifiées

Le CESU garde d'enfants (0-6 ans) est directement visé.

La tranche 1, créée en 2020 pour soutenir les revenus les plus modestes, serait supprimée.

Concrètement :

- perte annuelle de 200 € à 265 € par aide
- 26 % des bénéficiaires touchés, soit près de 19 000 familles
- impact majeur sur les familles monoparentales, déjà exposées à des difficultés de conciliation vie professionnelle / vie familiale

Pour l'UNSA ITEFA, cette mesure est incohérente avec les engagements de l'État en matière d'égalité professionnelle entre femmes et hommes.

Exigence UNSA ITEFA : maintien immédiat de cette tranche pour toutes les familles concernées.

III – Retraités : la solidarité affaiblie

L'Aide au Maintien à Domicile (AMD) des retraités de la fonction publique subit également une coupe.

Les tranches de revenus 6, 7 et 8 seraient supprimées.

Résultat : une rupture d'égalité entre retraités de la fonction publique et retraités du régime général.

Pour l'UNSA ITEFA, c'est inacceptable.

IV – Restauration collective : la politique du minimum

Le budget des restaurants inter-administratifs (RIA) est gelé.

Seuls les travaux déjà engagés ou les mises aux normes urgentes seront financés.

Conséquences :

- vieillissement des installations
- dégradation des conditions d'accueil
- difficultés pour maintenir une restauration collective de qualité

Aucun nouveau projet ne sera lancé en 2026.

C'est une politique de court terme qui se fait au détriment des agents.

V – Action sociale de proximité : les SRIAS en chute libre

Les Sections Régionales Interministérielles d'Action Sociale (SRIAS) subissent la coupe la plus sévère.

Leur budget passerait de 6,4 millions à 2,6 millions d'euros, soit -60 %.

Or ces structures financent des actions essentielles pour les agents :

- séjours pour les enfants
- aides au départ en vacances
- activités culturelles et sportives
- initiatives sociales locales

Cette réduction menace l'action sociale de proximité, pourtant vitale pour des milliers d'agents.

VI – Chèques-vacances : un dispositif en déclin

Depuis 2020, le nombre de bénéficiaires a été divisé par deux, pour atteindre 65 000 agents en 2025.

Les causes :

- absence de revalorisation des plafonds
- exclusion des retraités
- absence de relance du dispositif

Pour l'UNSA ITEFA, accéder aux vacances, aux loisirs et à la culture ne doit pas devenir un privilège.

Le constat de l'UNSA ITEFA

L'action sociale n'est pas une variable d'ajustement budgétaire.

Alors que :

- les salaires des agents publics ne suivent plus l'inflation depuis plusieurs années
- le point d'indice reste insuffisant pour compenser la hausse du coût de la vie
- les besoins sociaux augmentent

l'État choisit de réduire le dernier filet de sécurité dont disposent de nombreux agents.

En affaiblissant ces mécanismes de solidarité, l'État employeur prend le risque d'accentuer le décrochage du pouvoir d'achat et d'aggraver la crise d'attractivité de la fonction publique.

Les revendications de l'UNSA ITEFA

Face à ce désengagement social, nos revendications sont claires :

- Sanctuarisation du budget de l'Action Sociale Interministérielle
- Indexation automatique des Prestations Interministérielles (PIM) sur l'inflation
- Relance des investissements dans la restauration collective et les dispositifs de vacances

L'UNSA ITEFA ne laissera pas s'installer cette logique de recul social. Chaque euro retiré à l'action sociale fragilise les agents publics.

Les agents de l'État ne doivent pas payer le prix des arbitrages budgétaires.